

PLAN DE LUTTE CONTRE

l'intimidation et la violence



PLAISIR
COLLABORATION
RESPECT

INTRODUCTION

Afin de préciser les devoirs et les responsabilités des écoles et de tous les acteurs scolaires concernées par des situations de violence et d'intimidation, le gouvernement du Québec a adopté, en juin 2012, la **Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école**. Celle-ci demande à chaque école d'élaborer un **Plan de lutte** dont l'objectif est de **prévenir** et de **contrer** toute forme d'intimidation et de violence et plus précisément, à faire de l'école un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière que tout élève qui la fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence (LIP, 2012). Tout membre du personnel d'une école doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'école à laquelle il est affecté ne soit victime d'intimidation et de violence (art. 75.3).

Le plan de lutte doit notamment prévoir des **mesures de prévention** visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence, des mesures visant à favoriser la **collaboration des parents** à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, **préciser les actions** qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté ainsi que les **mesures de soutien ou d'encadrement** alors offertes, déterminer les **sanctions disciplinaires** applicables dans un tel cas et de **spécifier le suivi** qui doit être donné à tout signalement et à toutes les plaintes concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, 2012).

De plus, la LI-P prévoit que :

- Le conseil d'établissement adopte le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposée par le directeur de l'école (art. 75.1)
- Soit distribué aux parents un document clair et accessible expliquant le plan de lutte. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévues à la Loi sur le protecteur national de l'élève (art.75.1)
- Le conseil d'établissement veille à ce que le plan de lutte contre l'intimidation et la violence soit révisé annuellement et, le cas échéant, actualisé. Le directeur de l'école transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (art. 75.1)
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'école au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence. Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l'école et au protecteur régional de l'élève chargé de la reddition de comptes affecté à la région où se situe l'école (art. 83.1)
- Soit distribué aux parents, aux membres du personnel de l'école et au protecteur régional de l'élève chargé de la reddition de comptes affecté à la région où se situe l'école un document faisant état de cette évaluation (art. 86.1).

Conflit, intimidation ou violence?

Conflit

Le conflit est caractérisé par un rapport égalitaire et non une prise de pouvoir. Il est une confrontation, un désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n'y a aucune victime même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Il se règle par la négociation ou la médiation.

Intimidation

Tout comportement, paroles, acte ou festive délibéré ou non à CARACTÈRE RÉPÉTITIF, exprimé directement ou indirectement y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.

Violence

Toute MANIFESTATION DE FORCE, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, 2012).



INFORMATIONS GÉNÉRALES

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCOLE

Nom de l'établissement et coordonnées :	École Maisonneuve 18, rue Maisonneuve, Sept-Îles (Québec) G4R 1C7	Nom de la direction :	Marie-Claude Michaud
Niveaux d'enseignement	Préscolaire :4 & 5 ans Primaire : 1 ^{ière} à la 6 ^{ième} année	Nombre d'élèves :	163 élèves
Valeurs identifiées dans le projet éducatif :	Plaisir-Collaboration-Respect		
Objectif du plan de lutte :	Contrer l'intimidation et la violence dans l'école en offrant de l'enseignement, du soutien et divers moyens pour augmenter le bien-être de nos élèves.		

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Membres du comités (art.96.12) :	Marie-Claude Michaud	Linda Arseneault
Nom de la personne chargée de coordonner les travaux du comité :	Marie-Claude Michaud	
Nom de l'intervenant pivot de l'école :	Linda Arseneault	
Rédaction et création du document :	Cynthia Tremblay	
Mandat du comité :	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser, et diffuser le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. • Diffuser la documentation pour informer les parents. • Soutenir et encourager les enseignants à promouvoir le bien-être et le sentiment de sécurité chez les élèves. 	
Date des rencontres du comité :		

DIFFÉRENCIATION DES TERMES

(INTIMIDATION, VIOLENCE ET TAQUINERIE)

Il est important de faire une distinction entre ces différents termes. Pour vous supporter lorsque vous avez à évaluer la teneur des échanges entre deux élèves. Voici quelques question que vous pouvez vous poser.

QUESTIONS CIBLES	TAQUINERIES	VIOLENCE	INTIMIDATION
Ce comportement est-il réciproque?	Habituellement - Les deux se taquinent équitablement.	Rarement - Habituellement, il n'y a qu'un seul responsable.	Non - Il y a une personne qui intimide et une autre victime d'intimidation.
Les deux personnes semblent-elles s'amuser?	Habituellement - Se produit au sein d'une relation solide, positive.	Non - Une des deux personnes est l'agresseur et l'autre subit.	Non - Une personne est affligée ou blessée.
Est-ce amusant?	Habituellement - Les deux personnes aiment se taquiner.	Rarement - Peut être aliénant et gênant.	Non - L'auteur du geste d'intimidation cherche à effrayer l'autre.
Cela s'est-il déjà produit entre ces deux personnes?	Oui - Se produit quand il y a une familiarité entre elles.	Possiblement - Peut se produire une seule fois.	Oui - L'intimidation est toujours un comportement répétitif.
Existe-t-il une inégalité de pouvoir entre ces deux personnes?	Non - Exprime l'intimité et l'affection qu'elles se portent.	Possiblement - Peut se produire au sein d'une relation fragile.	Oui - Il y a toujours une inégalité dans le rapport de force.

1. ANALYSE DE LA SITUATION ET PRIORITÉS DE L'ÉCOLE AU REGARD DES ACTES D'INTIMIDATION ET DE VIOLENCE**Analyse****Outils utilisés pour réaliser le portrait :**

- Questionnaire sur la sécurité, la violence et le bien-être à l'école.

Constats dégagés lors de l'analyse de la situation :

- Besoin de mettre en place des actions qui favoriseront le sentiment de sécurité et de bien-être des élèves.

Priorités de l'école**Nos priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation :**

1. La mathématique
2. Les relations interpersonnelles :
élèves-élèves et élèves-adultes
3. La sécurité physique et émotionnelle

2. MESURES DE PRÉVENTION VISANT À CONTRER TOUTE FORME D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Objectif 1 : : Informer et sensibiliser les élèves quant aux différentes formes d'intimidation et toutes autres formes de violence		Évaluation : Atteint <input type="checkbox"/> Poursuivre <input type="checkbox"/>			
Moyens	<ul style="list-style-type: none">Activité en lien avec le civisme et le respect offert par l'éducatrice de l'écoleOffrir des ateliers en classe avec la collaboration de nos partenaires du réseau de la santé et des services sociaux (intimidation-cyberintimidation)	Appréciation :	Atteint <input type="checkbox"/>	Bonifier <input type="checkbox"/>	Retirer <input type="checkbox"/>
			Atteint <input type="checkbox"/>	Bonifier <input type="checkbox"/>	Retirer <input type="checkbox"/>
			Atteint <input type="checkbox"/>	Bonifier <input type="checkbox"/>	Retirer <input type="checkbox"/>
Objectif 2 : Outiller les élèves face à la gestion de conflits		Évaluation : Atteint <input type="checkbox"/> Poursuivre <input type="checkbox"/>			
Moyens	<ul style="list-style-type: none">Utilisation de la plateforme MOOZOOM pour la gestion de conflits et le développement des compétences socialesAtelier offert par les psychoéducateurs sur les différences et le respectEnseigner des compétences sociales et émotionnelles, parler régulièrement de respect, de bienveillance	Appréciation :	Atteint <input type="checkbox"/>	Bonifier <input type="checkbox"/>	Retirer <input type="checkbox"/>
			Atteint <input type="checkbox"/>	Bonifier <input type="checkbox"/>	Retirer <input type="checkbox"/>
			Atteint <input type="checkbox"/>	Bonifier <input type="checkbox"/>	Retirer <input type="checkbox"/>

Quoi?

- Planifier une rencontre du personnel en début d'année afin d'assurer la distribution des informations et des rôles ainsi que d'assurer une compréhension commune de notre protocole.
- Présenter et expliquer aux élèves le code de vie de l'école et les comportements attendus par chacun d'entre eux.
- Exposer le plan de lutte contre la violence et l'intimidation au Conseil d'établissement et aux parents lors des rencontres de parents.
- Poursuivre le travail collaboratif entre le personnel du service de garde, les éducateurs spécialisés et les autres corps d'emplois au sein de l'école.
- Organiser diverses activités permettant aux élèves d'améliorer leur sentiment d'appartenance, d'élargir leur cercle de connaissances et de tisser des liens avec autrui.
- Prévoir des ateliers d'habiletés sociales, en classe ou en sous-groupe selon les besoins. (Titulaires et intervenants)

QUAND?

Septembre et
rappel au besoin

Septembre et
rappel au besoin

Tout au long de
l'année

Tout au long de
l'année

Tout au long de
l'année

Tout au long de
l'année

LES COMPOSANTES DU PLAN DE LUTTE (ART.75.1)

PLAN DE LUTTE-MAISONNEUVE

• Impliquer des professionnels à animer des ateliers sur l'intimidation et la violence. (Sûreté du Québec, intervenants du CLSC, infirmière scolaire, etc.)	Tout au long de l'année
• Intégrer, avec l'aide d'associations reconnues, des ateliers d'apprentissage au sujet de la gestion de conflits, l'intimidation et la communication non-violente. (Équijustice)	Tout au long de l'année

3. COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Modalités prévues pour impliquer les parents :

- Distribution du plan de lutte aux parents en début d'année scolaire.
- Adhésion au CODE DE VIE à la suite d'une lecture et à la signature du document.

Modalités prévues pour informer les parents promptement dans le cas où leur enfant impliqué dans un geste de violence ou d'intimidation :

- Appel aux parents par la direction, le titulaire ou par un intervenant de l'école.
- Planification d'une rencontre entre les parents, la direction et un intervenant de l'école.

Diffusion :

Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents en début d'année scolaire.

Modalité/méthode de diffusion :

Date : En début d'année scolaire

- Version PDF du document transmis par courriel
- Version PDF du document publié sur la plateforme Mozaïk
- Version papier du document présenté au Conseil d'établissement

Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats est remis aux parents.

Modalité/méthode de diffusion :

Date : En fin d'année scolaire

- Version PDF du document transmit par courriel
- Version PDF du document publié sur la plateforme Mozaïk
- Version papier du document présenté au Conseil d'établissement

QUOI?

- Mettre à l'ordre du jour du Conseil d'établissement le point sur la prévention de la violence. (Direction)
- Distribuer un dépliant d'informations aux parents et présenter le plan de lutte lors de la rencontre de parents.
- Utiliser les courriels, le téléphone et la plateforme Mozaïk pour les communications avec les parents.
- Rencontrer les parents.
- Inviter les parents à participer à la vie à l'école. (Bénévolat, célébrations, etc.)
- Assurer rapidement un suivi avec les parents.

QUAND?

Septembre et
rappel au besoin

Septembre et
rappel au besoin

Tout au long de l'année

Tout au long de l'année

Tout au long de l'année

Tout au long de l'année

4. MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT

Modalités applicables pour effectuer un signalement

- Contacter la direction, un intervenant ou tout autre personne de confiance, en personne, par téléphone ou par courriel.
- Remplir une fiche de signalement et la remettre à un intervenant ou tout autre personne digne de confiance. (Les fiches de signalement sont fournies aux parents en début d'année scolaire)
- Déposer une fiche au bureau de l'éducatrice.
- L'intervenant qui reçoit un signalement, peu importe le moyen dont il est communiqué, transmettra l'information au directeur de l'école.

Moyen de communication

Téléphone principal de l'école (418) 962-6198

Courriel Direction : marie-claude.michaud@cssdufer.gouv.qc.ca

Éducatrice école : linda.arseneault@cssdufer.gouv.qc.ca

En personne Vous présenter au secrétariat et demander à parler à la direction, à un intervenant ou toute autre personne de confiance.

En tout temps, il est possible de se procurer une fiche de signalement en contactant un membre du personnel de l'école.

5. LES ACTIONS À PRENDRE LORSQU'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE EST CONSTATÉ**PREMIER INTERVENANT****Membre du personnel TÉMOIN d'une situation**

- Mettre fin à l'accident;
- Indiquer le comportement inacceptable et ce qui est attendu de l'élève;
- Diriger l'élève vers le bureau de la direction;
- Informer la direction de la situation;
- Remplir le formulaire de signalement.

**Membre du personnel
qui reçoit le détail d'une situation**

- S'entretenir seul avec l'élève qui a subi l'acte de violence ou d'intimidation;
- Demander à la victime de nommer les personnes impliquées, l'endroit où s'est déroulé l'évènement et la récurrence de la situation, s'il y a lieu;
- Remplir le formulaire de signalement et aviser la direction.

DEUXIÈME INTERVENANT**Membre du personnel responsable des suivis**

Cette personne reçoit les dénonciations et s'engage à faire un suivi dans les 24 heures suivantes.

- Évaluer la situation en fonction de la durée, la gravité et la fréquence;
- S'entretenir avec les élèves impliqués – victimes, témoins, intimidateur (selon cet ordre);
- Appliquer le protocole d'intervention établi en prenant soin de répondre aux besoins, de soutenir les différents élèves impliqués, d'assurer la sécurité de la victime et de déterminer les mesures pour l'élève intimidateur selon les niveaux d'interventions;
- Travailler en collaboration avec la direction;
- Consigner les événements et les interventions dans le dossier de l'élève.

Suivi (toutes les personnes impliquées)

Vérification de l'efficacité des stratégies appliquées

- Victime (soutien et sécurité)
- Intimidateur (responsabilisation, apprentissages sociaux, modification des comportements et sanction)
- Les parents de la victime;
- Les parents de l'intimidateur;
- Le ou les témoins. (Soutien, définition de leur rôle, sanction au besoin)

STOPPER la violence EN 5 ETAPES

1 METTRE FIN AU COMPORTEMENT

- Exiger l'arrêt du comportement
- S'assurer que les témoins prennent acte de l'intervention

2 NOMMER LE COMPORTEMENT

- Mettre un nom sur le comportement observé en s'appuyant sur les valeurs, les règles de conduite et les mesures de sécurité de l'école
- Nommer l'effet possible d'un tel acte sur les individus

3 ORIENTER L'ÉLÈVE VERS LES COMPORTEMENTS ATTENDUS

- Formuler le comportement attendu
- Demander aux témoins de quitter les lieux et de retourner à leurs activités.

4 EFFECTUER UNE ÉVALUATION SOMMAIRE AUPRÈS DE LA VICTIME

- Évaluer sommairement s'il s'agit d'une situation de violence ou d'intimidation et, si c'est le cas, informer l'élève qui est victime que des actions seront posées pour y mettre fin
- Informer l'élève qui a posé le geste qu'un suivi sera fait
- Au besoin, assurer la protection de l'élève qui est victime
- L'inviter à revenir nous voir si la situation se reproduit

5 CONSIGNER ET TRANSMETTRE

- Déclarer la situation selon les modalités établies dans l'école, dans le respect des règles de confidentialité si l'évaluation sommaire nous indique qu'il peut s'agir d'une situation de violence ou d'intimidation

ON PARLE D'INTIMIDATION LORSQUE:

- 1 Les actes sont intentionnels ou non
- 2 Répétition des actes
- 3 Inégalité des pouvoirs
- 4 Sentiment de détresse

Si vous jugez que la sécurité de l'élève est menacée ou s'il est victime d'un acte criminel, contactez le service de la sécurité publique ainsi que la direction.

TRAJECTOIRE POUR LE TRAITEMENT D'UN ÉVÉNEMENT



Adulte Témoin

Dénoncer par l'élève lui-même ou par une autre personne

PRÉ-ÉVALUATION

ACCIDENT

CONFLIT, MANQUE DE CIVISME OU AUTRE

RAPPORT D'ACCIDENT

APPLICATION DU CODE DE VIE, SI NÉCESSAIRE

COMMUNICATION AUX PARENTS

COMMUNICATION AUX PARENTS AU BESOIN

VIOLENCE

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens. (art. 13 LIP)

SI INDICE DE VIOLENCE OU D'INTIMIDATION (Art. 75.1 LIP)

RÔLE DE LA PERSONNE RESPONSABLE D'INTERVENIR EN COLLABORATION AVEC LA DIRECTION (Art. 96.12 LIP)

1. ÉVALUER LA SITUATION

Recueillir les informations, analyser et assurer la sécurité
Ex.: victime, auteur, témoins, adulte.

2. INTERVENIR EN FONCTION DE L'ÉVALUATION

Ex.: mesures de soutien et d'encadrement, gradation des interventions, communication aux parents

3. ASSURER LE SUIVI AUPRÈS DES PERSONNES CONCERNÉES, ÉVALUER ET RÉGULER NOS ACTIONS

Ex.: connaître l'évolution de la situation et s'assurer qu'elle a pris fin.

4. CONSIGNER ET TRANSMETTRE LES INFORMATIONS

Ex.: description sommaire des faits et des interventions réalisées.

Le directeur d'école reçoit et traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (art. 96.12 LIP). L'usage du mot « diligence » invite à traiter la situation le plus rapidement possible afin de s'assurer que l'acte de violence ou d'intimidation a pris fin et que la sécurité des élèves concernés et du personnel soit assurée, et qu'il y a prise en charge, autant de la victime que de l'auteur de l'acte. Le mot « diligence » ne doit pas être compris ici au sens « d'agit dans les délais raisonnables », il s'agit d'une urgence de niveau primordiale.

PLAINTES

Selon la procédure prévue au CSS, actualisée selon la Loi sur le protecteur national de l'élève (2022)

INTIMIDATION

Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberespace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser. (Art. 13 LIP)

6. CONFIDENTIALITÉ

Précision quant au traitement des plaintes

- Les informations concernant les actes d'intimidation et de violence seront consignées dans le Portail Mozaïk. La plateforme limite ses accès à la direction et aux intervenants scolaires.
- Pour assurer la sécurité des élèves, les dénonciations seront traitées en toute confidentialité.
- L'échange d'information entre les intervenants est traité en toute confidentialité.

7. SOUTIEN ET ENCADREMENT OFFERT À L'ÉLÈVE INTIMIDÉ, AUX TÉMOINS OU À L'AUTEUR DE L'ACTE

Victime	Auteur (violence ou intimidation)	Témoin
<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer la détresse de l'élève; • Assurer un climat et un lien de confiance lors des interventions; • Écouter activement l'élève; • Informer l'élève qu'il y aura un suivi et mettre en place des mesures de protection; • Impliquer l'élève dans le processus d'intervention; • Communiquer avec les parents. 	<p>Niveau 1 – mesures primaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer un climat et un lien de confiance pendant les interventions; • Signaler à l'élève qu'il y a eu des actes d'intimidation et lui demander sa version des faits; • Aider l'élève à reconnaître sa part de responsabilité dans la situation ; • Signifier clairement à l'élève que les actes commis sont inacceptables et qu'ils doivent cesser ; • Mentionner explicitement à l'élève les comportements attendus ; • Rappeler et appliquer les règles de vies de l'école ; • Appliquer les conséquences de façon logique, équitable, cohérente personnalisée et selon la gravité et la fréquence des gestes posés ; • Communiquer avec les parents. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre au sérieux les dénonciations ; • Offrir la possibilité d'exprimer ses émotions ; • Valoriser leurs interventions et les inviter à poursuivre ; • Assurer la confidentialité ; • Offrir du soutien et de l'aide au besoin ; • Consigner les actes dénoncés.
	<p>Niveau 2 — mesures ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir le lien avec l'élève malgré les récidives ; • Impliquer l'élève dans la recherche de solutions ; • Amener l'élève à réparer les torts causés ; • Distinguer l'élève de son comportement et évaluer la fonction de celui-ci ; • Privilégier des interventions ou des activités pour canaliser la frustration, la colère, la peine, l'agressivité et l'impulsivité au besoin ; • Enseigner explicitement les comportements attendus ; • Au besoin, prévoir un plan d'action ou d'intervention. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Référer vers des ressources externes (psychologue, médecin, policiers, CSSS, DPI) ; 	<p>Niveau 3 — mesures dirigées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Référer vers des ressources externes (psychologue, médecin, policiers, CSSS, DPI) ; 	<p>Niveau 1 : Comportement de violence ou d'intimidation Niveau 2 : Répétition du comportement. Niveau 3 : Récurrence du comportement ou aggravation.</p>

8. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

À l'école Maisonneuve, certains comportements sont strictement interdits :

- La violence - L'intimidation - Les agressions physiques - Les agressions verbales - Les violences à caractère sexuel -

Après l'analyse de la situation et en respect du principe de gradation des sanctions, l'application des mesures d'aide et des sanctions d'effectue selon le profil de l'élève, la nature, la gravité et la fréquence des comportements.

- | | |
|--|----------|
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ Intervention/Réprimande/Mise en garde ♦ Lettre d'excuse ou demande de pardon ♦ Ateliers avec TES – Gestion de la colère – Seul ou en petit groupe ♦ Suivi comportemental ♦ Réparation ♦ Facturation ou remplacement | Niveau 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ Suspension interne et travail de réflexion ♦ Services communautaires (Équijustice) | Niveau 2 |
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ Suspension externe et travaux à la maison ♦ Rencontre avec les policiers comme mesures de rééducation | Niveau 3 |

9. SUIVI AU TRAITEMENT DU SIGNALEMENT OU D'UNE PLAINTÉ

1. Vérification auprès des personnes impliquées pour s'assurer que les actes de violence, peu importe leur forme, ont pris fin.
2. Communication de l'évolution du dossier aux adultes et aux élèves concernées dans le respect de la confidentialité.
3. Maintien de la collaboration des parents et des services gravitant autour de la victime.
4. Consignation des événements.
5. Information de la procédure officielle pour le traitement des plaintes au Centre de service scolaire du Fer.

10. LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

Définition :

« Toute forme de violence commise sous forme de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'étend également par toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, des paroles, des comportements ou des attitudes à connotation sexuelle non désirées, incluant, celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimée directement ou indirectement, un compris par un moyen technologique. »

Modification de l'article 75.1 de la LIP et dans le plan de lutte

Mesures de prévention

Quoi?

QUAND?

- | | |
|--|----------------------------------|
| • Activités de formation offertes aux membres de la direction et aux membres du personnel | À venir |
| • Ateliers d'information offerts aux élèves par l'intermédiaire de professionnels de la santé | Tout au long de l'année scolaire |
| • Mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel. Observer les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à toutes personnes impliquées dans une situation d'intimidation ou de violence. | Tout au long de l'année scolaire |

Date d'adoption du plan de lutte par les membres du Conseil d'Établissement : 2025

Date d'évaluation annuelle des résultats par le Conseil d'Établissement : Juin 2025

Année scolaire en cours : 2025-2026

Date de mise à jour en prévision de la prochaine année scolaire : Juin 2026

Date de diffusion du plan de lutte visée pour la prochaine année scolaire : Sept 2026

Signature de la direction d'établissement :

Date :

Signature du président ou de la présidente
du Conseil d'Établissement :

Date :
